

Détermination du profil des acteurs du secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat

Profile of actors in the non-located informal sector in the Casablanca-Settat region

MEZIOUNI Basma

Docteur en économie et gestion
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Hassan 1er-Settat
Laboratoire de recherche LAREGMA-Maroc
asma.meziouni@gmail.com

ELOMARI Ouafa

Docteur en Gestion
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Hassan 1er-Settat
Laboratoire de recherche LAREGMA-Maroc
oelomari@gmail.com

TABIT Nissrine

Docteur en Gestion
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Hassan 1er-Settat
Laboratoire de recherche LAREGMA-Maroc
tabit.nisrine@gmail.com

SAKAR Mohamed

Doctorant en droit public
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Hassan 2-Casablanca
Laboratoire de recherche ERGAD -Maroc
sakarmohamed67@gmail.com

Date de soumission : 10/04/2022

Date d'acceptation : 14/05/2022

Pour citer cet article :

MEZIOUNI. B & al. (2022) «Détermination du profil des acteurs du secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat», Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 2» pp : 1148 - 1171

Résumé

L'objet de cet article est de déterminer le profil des personnes opérant dans le secteur informel non localisé et plus particulièrement les acteurs des activités de commerce et service de rue. D'où, une enquête a été menée auprès d'un échantillon de 200 unités informelles dans la région Casablanca-Settat qui accueille le plus grand nombre d'unités informelles selon les données du haut-commissariat au plan. La collecte des données a été réalisée directement auprès des acteurs concernés afin de déterminer la catégorie des profils qui permettent à l'économie informelle de se développer et de persister malgré tous les essais des pouvoirs publics pour l'intégrer. Cela permettra de comprendre les caractéristiques des travailleurs informels (profil, origine géographique, niveau d'instruction, etc.) et les revenus générés par ses acteurs qui est aussi d'une importance cruciale dans l'orientation des plans d'actions qui peuvent être élaborés à leurs égards. Ainsi, les données collectées ont démontré que le profil des actifs opérant au secteur informel non localisé est caractérisé par quatre particularités à savoir, l'insuffisance du niveau d'instruction, la jeunesse des acteurs, leur exclusion du système économique et la faiblesse des revenus générés.

Mots clés: secteur informel; commerce ambulante; revenu informel; actifs informels; profil.

Abstract

The purpose of this article is to determine the profile of people operating in the non-located informal sector and particularly the actors of the street trading and street service. Thus, a survey was conducted on a sample of 200 informal units in the Casablanca-Settat region which hosts the largest number of informal units according to data from the High Commission on Planning. The data collection was carried out directly from the actors concerned in order to determine the category of profiles that allow the informal economy to develop and persist despite all attempts by the public authorities to integrate it. This will help to understand the characteristics of informal workers (profile, geographical origin, educational level, etc.) and the revenues generated by its actors, which are also of crucial importance in guiding the action plans that can be drawn up for them. Hence, the data collected have shown that the profile of assets operating in the non-located informal sector is characterized by four peculiarities, namely, the insufficiency of the level of education, the youth of the actors, their exclusion from the economic system and the low income generated.

Keywords: informal sector; street trade; informal income; informal assets; profile.

Introduction

L'économie informelle, à qui on attribue souvent la fonction de régulateur du marché de travail, constitue sans doute le phénomène le plus explosif, le plus conflictuel et le plus improbable du 20^{ème} siècle. Au Maroc, cette autre économie joue un rôle primordial dans l'absorption du chômage (DIALLO, et al., 2022), ce qui a été démontré durant la crise sanitaire du covid-19 lors de l'octroi des indemnités d'aide durant le confinement par le nombre important d'acteurs informels qui se sont déclarés en arrêt d'activité à cause de la crise qui a fragilisé davantage cette catégorie de la population pas seulement au Maroc mais dans plusieurs pays africains (SENE, 2020) puisque l'Afrique reste le premier foyer de l'économie informelle dans le Monde. Cela a poussé les autorités publiques à annoncer la généralisation de l'AMO et la mise en place d'un système spécial de déclaration des travailleurs non-salariés à la caisse nationale de sécurité sociale pour qu'ils puissent bénéficier amplement de droits sociaux comme les salariés du secteur formel sauf que ce régime à ce jour exclu toujours les acteurs informels .

La plupart des études réalisées sur l'économie informelle se sont focalisées sur le secteur informel localisé comme la fraude fiscale, les activités illégales exercées sans autorisation et la contrefaçon. Or, lorsqu'on parle de secteur informel non localisé, les études sont insuffisantes et les statistiques sont presque inexistantes pour mesurer l'ampleur réelle du phénomène. D'où, nous nous sommes concentrés dans cette étude sur le secteur informel non localisé pour décrire en détail la réalité socioéconomique de ces acteurs.

Ainsi, l'objet de cet article est de déterminer le profil des personnes opérant dans le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat et concerne plus particulièrement les acteurs des activités de commerce et service de rue, ce qui nous permettra de répondre aux questions suivantes : quelles sont les caractéristiques démographiques prédominantes au sein du secteur informel non localisé ? Ces acteurs sont-ils d'origine rurale ou urbaine ? Ont-ils un niveau suffisant de qualification ou non ? Les revenus générés de ces activités permettent-ils d'accumuler un capital important ?

La détermination de profil de ces marchands ambulants et petits prestataires de service permettra de situer la catégorie socioéconomique auquel ils appartiennent avec ses différents caractéristiques avant la mise en place de plans d'actions pour intégrer ces acteurs dans la sphère formelle.

Ainsi, cet article sera réparti en quatre sections. La première synthétise la revue de littérature existante sur le sujet. La deuxième présente les hypothèses de recherche. La troisième aborde la méthodologie utilisée pour répondre aux questions de recherche. Enfin la dernière section analyse les résultats obtenus.

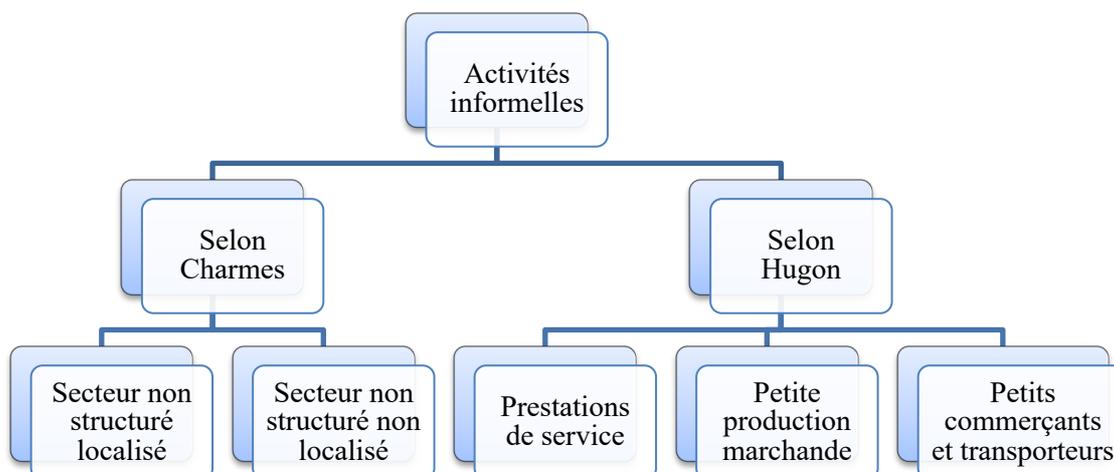
1. Revue de littérature

1.1 Typologie des activités informelles

Depuis l'émergence des activités informelles dans les années 80, une multitude de travaux se succèdent et ont essayé d'insister sur le rôle crucial que ce secteur joue dans les pays en développement et d'expliquer la survie des personnes sans emploi stable et sans revenu régulier dans une société où les indemnités de chômage sont absentes. Les auteurs ont suivi des voies différentes pour qualifier cette informalité.

D'un côté, les travaux de Charmes (CHARMES, 1990, 2002) (figure1) distinguent entre un secteur non structuré localisé et un secteur non structuré non localisé. Le secteur non structuré localisé comprend trois catégories à savoir: les petites entreprises industrielles ou commerciales, les artisanats et commerce traditionnels et les petits métiers clandestins. Quant au secteur non structuré non localisé, il comprend les catégories suivantes : les tâcherons et travailleurs à façon, les travailleurs itinérants sans localisation fixe, les marchands ambulants, le travail noir à domicile, le travail à domicile traditionnel, les travailleurs non déclarés par les employeurs du secteur non structuré localisé.

Figure 1: Manifestations des activités informelles dans les pays en développement



Source : (MEZIOUNI, 2018)

D'un autre côté, les travaux de Hugon (HUGON, 1980, 1982, 1990) préfèrent répartir les activités informelles selon les conditions de production et les conditions de marché en distinguant entre les prestations de services, la petite production marchande et les petits commerçants et transporteurs. Or, cette classification présente des insuffisances par rapport à la multiplicité des travaux qui peuvent être exercés par le même individu et par rapport au manque de relation entre la nature de l'activité et la forme d'organisation sociale. Ainsi, nous avons choisi d'adopter la classification de Charmes et d'étudier le secteur informel non localisé puisque le secteur informel localisé a déjà été étudié par plusieurs auteurs.

1.2 Les différentes approches de l'économie informelle

Compte tenu de sa contribution à la création d'emploi et à la lutte contre la pauvreté, le secteur informel est devenu l'une des préoccupations majeures des chercheurs, d'où la multiplicité des approches se rapportant au sujet. Toutefois, dans le cadre de cet article, nous allons nous focaliser sur l'approche marginaliste et l'approche dynamique pour répondre aux questions de recherche.

1.2.1 Approche marginaliste

L'approche de la marginalité s'est développée à partir des travaux sur l'Amérique Latine se rattachant au mode d'industrialisation et d'urbanisation de ces pays (QUIJANO A. 1970). La marginalité est définie comme étant un phénomène global d'exclusion du système économique (IKONIKOFF M. et al., 1980). Pour les tenants de la thèse marginaliste, l'économie informelle apparaît comme un ensemble d'activités marginales (travail domestiques, gardiennage, petits commerçants...) aux rémunérations les plus faibles réunissant une catégorie de main d'œuvre qui n'arrive pas à atteindre l'économie formelle ou qui en est rejetée (MEZZARA, 1984). Ainsi, l'économie informelle développe une économie de subsistance qui ne contribue pas au processus d'accumulation globale (LACHAUD J.P et al. 1987).

Les auteurs (IKONIKOFF M. et al., 1980) s'accordent pour définir les caractéristiques principales du marginalisé: chômeur, sous employé, mal rémunéré, ouvrier saisonnier, non contractuel, activités liées en général au secteur informel, revenus incertains, etc. La marginalité renvoie à la dysfonction, à l'exclusion, à la faiblesse ou à l'irrégularité des revenus.

1.2.2 Approche dynamique

Contrairement à l'approche précédente, considérant le secteur informel comme un ensemble d'activités de subsistance, plusieurs études (BIT, 1999) (TANZI V., 1983) estiment que le dit secteur n'abrite pas uniquement que des activités de survie, mais contribue également à la croissance à travers le développement d'activités productives. Il s'agit essentiellement des activités artisanales, de certains services et du petit commerce. Dans cette perspective, le secteur informel n'est plus repéré comme un secteur marginal, mais plutôt comme un secteur dynamique, source d'emplois et de richesse.

Cette nouvelle approche a conduit les auteurs à analyser la capacité d'accumulation du secteur informel. Certains auteurs (CHARMES J. 1987) estiment que les potentialités d'accumulation sont possibles grâce au développement graduel des unités informelles vers les entreprises capitalistes alors que d'autres travaux considèrent que le surplus dégagé de ces activités est insuffisant pour pouvoir accumuler du capital (LACHAUD J.P et al. 1987) et confirment l'impossibilité d'un développement graduel car même lorsque l'accumulation est possible, cette dernière ne peut résulter que d'une action d'aide de l'Etat et non des potentialités internes du secteur informel (HUGON, 1980).

Dès lors, la marginalité et le dynamisme du secteur informel ont été confirmés par certains auteurs et critiqués par d'autres, mais qu'en est-il pour le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat ? S'agit-il d'un secteur marginal ou dynamique ? C'est la question auquel nous essayerons de répondre à travers l'analyse des profils des acteurs informels dans la région Casablanca-Settat.

2. Hypothèses

En vue d'apporter une réponse à ces interrogations, deux hypothèses ont été formulées à partir des approches théoriques développées autour de l'informalité.

H1: le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat est un secteur marginal qui regroupe uniquement des individus à faible niveau de qualification et exclus du secteur capitaliste et qui ne permet pas d'accumulation de capital.

H2: le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat est un secteur dynamique, source d'emplois et de richesse, qui n'abrite pas que des activités de survie et qui permet d'accumuler du capital.

La vérification de ces hypothèses sur le terrain permettra de déterminer le profil des acteurs du secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat qui est d'une importance cruciale dans l'orientation des plans d'actions qui peuvent être élaborés à leur égards.

3. Méthodologie

Pour essayer de vérifier ces hypothèses, nous avons choisi d'inscrire notre recherche dans le paradigme épistémologique post-positiviste, utilisé avec une approche hypothético-déductive qui consiste à tester les hypothèses déduites des théories de façon empirique par voie de questionnaire afin de maintenir l'objectivité et la neutralité de la recherche.

La région Casablanca-Settat située au nord-ouest du Maroc, abrite une population estimée à 6 826 773 habitants, soit 20% de la population du pays et contribue à hauteur de 32% dans la formation du PIB national (HCP, 2014). En outre, à cause de l'indisponibilité de données plus récentes, nous avons pris en compte les résultats de l'enquête nationale réalisée par le haut-commissariat au plan en 2007 (HCP, 2007) qui indique que 14,3% des unités informelles sont localisés dans la région du Grand-Casablanca, ce qui témoigne l'importance de l'informalité au niveau de la région, suivi de près par la région Marrakech-Tensift-Al Haouz et Souss-Massa-Draa qui contiennent respectivement 13,5% et 8,7% des unités informelles. Ainsi, l'importance démographique, économique et informelle de la région Casablanca-Settat fait d'elle le choix le plus intéressant pour réaliser notre enquête.

Afin d'appréhender le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat, nous avons opté pour une enquête de terrain de type exploratoire et analytique par voie de questionnaires d'entretiens individuels structurés pour étudier les caractéristiques de ces acteurs dans leur contexte social et dans leur lieu de travail.

Ainsi, nous avons privilégiés dans la formation de notre échantillon certaines communes des préfectures de Casablanca et de Mohammedia et des provinces de Nouaceur et de Settat.

Afin d'extraire notre échantillon de la population mère, nous avons eu recours aux méthodes d'échantillonnages non probabilistes. Ce choix est justifié par l'absence d'une de données officiels sur le nombre d'actifs opérants dans le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat. Ainsi, nous avons procédé à un échantillonnage par jugement dans la ville de Casablanca et de Settat et à un échantillonnage par convenance dans les autres communes de la région. A Casablanca, ce sont des experts de la société de gestion de la ville Casa-Prestation qui nous ont aidés à localiser les petits métiers de rue, ce qui nous a permis de nous diriger directement aux quartiers relevés pour la réalisation de notre enquête. A Settat, ce

sont des experts spécialisés au niveau de la chambre de commerce, qui nous ont expliqués les caractéristiques de la ville et la localisation des marchés informels pour entamer notre étude. Dans les autres communes où notre étude a été réalisée, c'est un échantillonnage par convenance qui a été utilisé et qui consiste tout simplement à interroger les actifs informels disponibles et qui ont accepté de répondre à notre questionnaire.

Enfin, l'enquête sur le secteur informel non localisé a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 200 personnes réparti entre 150 marchands ambulants et 50 prestataires de service en privilégiant le « face à face » comme mode d'administration du questionnaire et où nous avons pris en considération différentes activités telles que : les vendeurs de fruits et légumes, de produits de beauté, de vieux vêtements, de jouets, de poisson et les métiers de gardiennage, de jardinage, de ménage, de cuisine, de maçonnerie, etc.

L'analyse des données a été faite par le biais du logiciel de traitement statistique SPSS version 21.

4. Analyse et discussion des résultats obtenus

L'hétérogénéité du secteur informel non localisé a été divulguée à travers la composition de ces acteurs. En effet, les acteurs impliqués dans ce type d'activité sont de sexes différents, d'âges différents et de situations matrimoniales différentes. Ceci est expliqué généralement par l'absence des barrières d'entrées au secteur.

4.1 Caractéristiques démographiques

4.1.1 La prévalence des hommes au sein du secteur informel non localisé

L'examen de la répartition des acteurs informels selon le sexe (tableau 1) confirme cette forte présence des hommes. D'un côté, les activités de service sont exercées par 70% d'hommes et 30% de femmes. D'un autre côté, les activités de commerce sont pratiquées par 84% d'hommes et 16% de femmes.

Tableau 1: Répartition des acteurs informels selon le sexe

		ACTIVITES DE SERVICE			
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	HOMME	35	70,0	70,0	70,0
	FEMME	15	30,0	30,0	100,0
	Total	50	100,0	100,0	

ACTIVITES DE COMMERCE

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
HOMME	126	84,0	84,0	84,0
Valide FEMME	24	16,0	16,0	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nos soins par SPSS

La forte incorporation des hommes dans les diverses activités informelles peut être expliquée par la nature même de ces activités. En effet, les hommes par tradition s'adonnent beaucoup plus aux activités commerciales telles que la vente des produits alimentaires et d'habillement que les femmes. Certaines activités de services, de par le grand effort physique qu'elles demandent, sont également plus abordées par les hommes que les femmes, comme les activités de construction et de peinture.

A priori, les femmes exerçant dans le secteur informel s'adonnent beaucoup plus aux activités de service et au travail à domicile qu'au commerce pour des raisons de sécurité et de proximité. Ainsi, certaines femmes privilégient les activités exercées directement à domicile telles que : le ménage, la cuisine, la garde d'enfants, etc. alors que d'autres femmes préfèrent vendre de petits produits alimentaires préparés chez elles (le pain, les crêpes, etc.) ou des produits d'habillements.

4.1.2 La jeunesse des actifs informels

A l'examen de la structure des âges de ces petits acteurs informels (tableau 2), on peut remarquer que 50% des actifs exerçant des activités commerciales et 56 % des pratiquants des activités de service ont moins de 40 ans. La jeunesse de ces actifs renvoie sans doute à la pression du chômage qui les pousse vers des types d'activités précaires et non productives pour aider ou faire vivre leur famille. L'exercice de ces métiers également par une tranche d'âge moins de 18 ans nous pousse à remettre en question le système éducatif au Maroc. Ces adolescents et enfants, qui doivent être à l'école, n'ont pas eu l'attention nécessaire de la part des directeurs d'écoles et des autorités compétentes qui luttent contre le décrochage scolaire. Même si les effectifs dénombrés des enfants sont beaucoup moins importants que ceux des adultes, mais ceci est dû à la limitation de l'échantillon prélevé au niveau de la région Casablanca-Settat, une enquête nationale ou portant sur un échantillon plus important peut révéler l'existence d'un pourcentage plus conséquent.

Tableau 2: Structure des âges des actifs informels

ACTIVITES DE COMMERCE

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
MOINS DE 18 ANS	7	4,7	4,7	4,7
ENTRE 18 ET 30 ANS	17	11,3	11,3	16,0
ENTRE 30 ET 40 ANS	51	34,0	34,0	50,0
Valide ENTRE 40 ET 50 ANS	53	35,3	35,3	85,3
ENTRE 50 ET 60 ANS	18	12,0	12,0	97,3
PLUS QUE 60 ANS	4	2,7	2,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

ACTIVITES DE SERVICE

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
MOINS DE 18 ANS	4	8,0	8,0	8,0
ENTRE 18 ET 30 ANS	6	12,0	12,0	20,0
ENTRE 30 ET 40 ANS	18	36,0	36,0	56,0
Valide ENTRE 40 ET 50 ANS	16	32,0	32,0	88,0
ENTRE 50 ET 60 ANS	5	10,0	10,0	98,0
PLUS QUE 60 ANS	1	2,0	2,0	100,0
Total	50	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nos soins par SPSS

L'observation des enfants de 10 à 13 ans dans le secteur informel comme des apprentis, des aides familiaux ou des journaliers tire de plus en plus la cloche d'alarme par rapport à la scolarité perdue de ces jeunes. 85% des cas sont de niveau primaire, 12% de niveau collégial et 3% n'ont jamais fréquenté l'école d'après leurs maîtres. Malgré la législation de travail en la matière, le travail des enfants reste une réalité très apparente que personne ne peut nier.

La structure des âges souligne également la jeunesse des actifs exerçant ces petits métiers. En effet, 45% des commerciaux et 48% des entrepreneurs de service sont âgés entre 18 et 40 ans. Ces jeunes, dotés d'excellentes conditions physiques, sont incapables de participer pleinement à la production. Les rapports officiels, rapportent également que c'est la tranche d'âge la plus touchée par le chômage, ce qui explique en partie la prédominance des jeunes dans le secteur informel non localisé.

4.1.3 La prédominance des actifs mariés

L'analyse de la répartition des actifs informels par sexe et par état matrimonial (tableau 3) révèle l'importance de la catégorie des mariés (hommes et femmes) parmi l'ensemble des actifs exerçant dans le secteur informel non localisé. Cette prédominance des mariés (65%) peut s'expliquer par la responsabilité des chefs de famille face aux difficultés du quotidien et à la cherté du coût de la vie en ville¹.

Tableau 3: Répartition des actifs informels par sexe et par état matrimonial

		ACTIVITES COMMERCIALES		PRESTATAIRES DE SERVICE		TOTAL
		HOMME	FEMME	HOMME	FEMME	
		Etat matrimonial	MARIE	92	12	
	DIVORCE	1	8	0	5	14
	CELIBATAIRE	32	2	9	2	45
	VEUF	1	2	0	0	3
	Total	126	24	35	15	200

Source : Elaboré par nos soins par SPSS

De même que, cette situation signifie que de nombreuses familles vivent et continuent d'exister grâce au secteur informel non localisé sans droits sociaux et dans des situations très précaires. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir les autres membres de la famille rejoindre le secteur informel également pour aider les chefs de famille, notamment les enfants, comme nous avons vu précédemment, qui sont mobilisés malgré leur jeune âge pour améliorer le revenu familial. De plus, presque 50% des femmes interrogées sont mariées ainsi, de nombreuses épouses se retrouvent aussi dans le secteur informel non localisé pour aider leurs maris, soit en exerçant un petit commerce de rue ou en s'installant dans un « Mokef » pour offrir leurs services domestiques.

La répartition des actifs par état matrimonial révèle également la présence notable des femmes divorcés et veuves dans la sphère des activités informelles. Souvent illettrés, sans aucune formation et mal préparées pour affronter les difficultés de la vie, ces femmes se trouvent soudainement responsables d'une famille dont il faut assurer le minimum de ressources pour pouvoir vivre. L'initiative du gouvernement marocain à l'égard de cette catégorie démunie est à applaudir même si elle demeure insuffisante. En effet, il s'agit d'attribuer une pension mensuelle aux divorcés et aux veuves qui s'élève à 350 dh par personne et par enfant

¹ Notre échantillon a été prélevé majoritairement en milieu urbain : Casablanca, Mohammedia, Settat.

scolarisé. Pour en bénéficier, il faut être réellement dans une situation précaire et pauvre et les enfants doivent être scolarisés.

4.2 Relation ville-compagne

Une première observation de l'origine géographique des acteurs informels (tableau 4), permet de remarquer qu'ils sont de plus en plus d'origine urbaine que rurale, contrairement au passé où le secteur informel était alimenté majoritairement de jeunes émigrants ruraux venus en ville pour chercher un travail ou pour l'attraction de la ville même.

L'investigation a démontré que 35% des commerciaux et 32% des prestataires de service sont d'origine rurale ou plus exactement ne sont pas nés dans un milieu urbain. Même ceux qui sont nés en ville et qui ont été classé dans la sphère des citadins, il s'est avéré dans 30% des cas que leurs parents sont d'origine rurale.

Tableau 4: L'origine géographique des actifs informels

ACTIVITES COMMERCIALES				
	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
RURAL	53	35,3	35,3	35,3
Valide URBAIN	97	64,7	64,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

PRESTATAIRES DE SERVICE				
	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
RURAL	16	32,0	32,0	32,0
Valide URBAIN	34	68,0	68,0	100,0
Total	50	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nos soins par SPSS

En effet, la région Casablanca-Settat n'accueille pas seulement les émigrants venus des petites campagnes voisines mais aussi des émigrants provenant de régions aussi lointaines telles que : la région Guelmim-Oued Noun, l'Oriental et Fès-Meknès. C'est la puissance économique de la région Casablanca-Settat qui attire tous ces émigrants ruraux pour s'y installer.

En outre, 34% de ces provenant des campagnes ont révélés qu'ils ont vécu dans d'autres régions avant de s'installer définitivement dans la région Casablanca-Settat alors que 66% des émigrants sont venus directement vers cette région, symbole de richesse et de puissance économique et ne comptent déménager vers une autre région. Leur décision d'y rester est

révélée par leurs durées d'installation dans la région qui varient entre 8 et 42 ans et dont la durée moyenne s'élève à 22 ans chez les commerciaux et à 23 ans chez les prestataires de service.

Ce constat, signifie que ces mouvements migratoires ne sont pas provisoires mais plutôt permanents ce qui explique en partie le nombre élevés des chômeurs dans la Région qui s'est vu accueillir plus que la capacité du secteur moderne à créer des emplois. Dans ces conditions, les possibilités d'absorption du marché du travail en ville étant de plus en plus limitées, cette catégorie de ruraux se trouve obligés de rejoindre les petits métiers de rue qui semblent capables de combler leurs besoins vitaux.

Toutefois, les liens avec la campagne ne sont pas coupés définitivement puisque tous les actifs sans exception ont révélés qu'ils retournent souvent à la campagne pour voir la famille et passer les fêtes religieuses. Cependant, rares sont les émigrants ruraux qui reviennent à la campagne pour créer leurs propres investissements et s'y installer définitivement. Cela a été confirmé par les acteurs interrogés dans le cadre de cette étude. Il convient de signaler également que seulement 35% des émigrants ruraux font des transferts de temps à autres à la campagne sous forme uniquement d'aides familiaux cela est peut-être dû à la faiblesse des revenus générés où tout simplement à un processus d'épargne engagé par ces acteurs pour développer leur propre activité formelle dans le futur.

Enfin, l'analyse par origine géographique a permis de dévoiler l'omniprésence des émigrants ruraux comme composants permanents dans la région Casablanca-Settat et dans le secteur informel non localisé.

4.3 Niveau d'instruction

L'analyse du niveau d'instruction de cette couche sociale travaillant dans le secteur informel s'avère très intéressante dans la mesure où ce facteur peut conditionner le maintien de toute une catégorie de la population en dehors des circuits officiels de travail et de production.

4.3.1 Prévalence des analphabètes

Les résultats des données d'enquête font ressortir l'existence d'un taux élevé d'analphabètes parmi les travailleurs informels. En effet, 60% des prestataires de service et 43,3% des petits commerciaux n'ont jamais fréquenté l'école, ne savent ni lire ni écrire même pas l'arabe qui est la langue principale au Maroc.

Cette forte proportion des analphabètes reflète tout simplement les insuffisances des politiques mises en place en matière d’alphabétisation malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics durant les dernières décennies. Les données officielles élaborées par le haut-commissariat au plan pendant le dernier recensement général de 2014 soutiennent également nos résultats par la révélation d’un taux de 32,2% d’analphabétisme à l’échelle nationale, ce qui représente un taux très élevé à l’ère de la mondialisation et de la haute technologie.

4.3.2 Origine des analphabètes

L’analyse par genre et par origine géographique peut révéler également certaines caractéristiques de ces analphabètes et de ces personnes qui ont un minimum d’instruction leur permettant d’assimiler ce qu’ils lisent au moins en arabe.

En effet, puisque notre enquête a porté sur un échantillon réduit, l’on ne peut juger si c’est la proportion des femmes ou des hommes qui est la plus conséquente en matière d’analphabétisme. Toutefois, les données collectées confirment que 66% des femmes interrogées n’ont jamais fréquenté l’école, un pourcentage qui est beaucoup moins important chez les hommes dont le taux est de 42%. Cela peut être expliqué par la perception de la société, qui continue toujours d’exister, à l’égard de la femme en tant de femme au foyer et dont le niveau d’instruction n’est pas du tout important comme les hommes qui auront beaucoup plus de responsabilité.

L’origine géographique des acteurs informels révèle également plusieurs évidences. D’un côté 84% des personnes qui n’ont jamais fréquenté l’école sont d’origine rurale contre seulement 16% qui ont pu avoir un minimum de qualification. Les raisons évoquées par ces ruraux par rapport à leur manque d’instruction sont de plusieurs ordres. Certains évoquent l’absence de toute école dans les petits douars où ils sont nés et que la plus proche école était à des centaines de kilomètres qu’ils ne peuvent guère parcourir à pieds dans l’absence d’un moyen de transport détenu par les parents. D’autres ont révélés qu’ils sont nés dans une famille d’agriculteurs dont les parents sont des analphabètes qui ont veillés à transmettre le métier à leurs enfants sans pour autant s’intéresser à leur scolarité.

Enfin, une minorité composée essentiellement de femmes ont révélé que leurs parents, en vue de les protéger, ont préféré les garder au foyer pour la réalisation des tâches ménagères et d’envoyer leurs frères à l’école.

Les raisons évoquées par ces ruraux sont plutôt compréhensibles à cause des problèmes de scolarisation en milieu rural et qui ont été abordés par plusieurs auteurs, journalistes et même enseignants : manque d'enseignants et de salles, des bâtiments anciens et presque démolis qui n'épargnent pas les élèves de la pluie et du mauvais climat en hiver, etc. Toutefois, l'existence d'une proportion assez importante de personnes nées en milieu urbain et qui n'ont tout de même jamais fréquenté l'école n'est pas du tout compréhensible et nous amène à nous demander : c'est la responsabilité de qui ? Est-ce des parents ? Ou des pouvoirs publics ? Ou c'est la conséquence des conditions sociales assez pénibles d'une large proportion de la population ?

Signalons que, 70% de ces actifs nés en milieu urbain et sans aucun niveau de qualification sont des adultes âgés entre 40 et 60 ans et 10 % sont des enfants entre 10 et 13 ans. Les adultes se sont justifiés par la pauvreté extrême qui a poussé leurs parents à les déposer chez des mâalems pour apprendre un métier au lieu de les envoyer à l'école alors que les enfants n'avaient pas de réponses à nous apporter, ils ne savent tout simplement pas pourquoi leurs parents ont réagi de la sorte. Malgré que les conditions de scolarisation en ville soient plus bénéfiques que celles en milieu rural, pourtant ces actifs n'ont pas pu en bénéficier pour un meilleur avenir hors du secteur informel non localisé.

Cette marge de 28% de personnes non scolarisées nées en milieu urbain (Casablanca-Mohammedia-Settat), soulèvent de plus en plus des inquiétudes dans un pays qui aspire grimper au statut des pays émergents en 2025. En tout cas, ce rêve ne pourra être concrétisé qu'à travers une véritable réforme de son éducation.

4.3.3 Le niveau d'instruction des scolarisés

La scolarisation au Maroc, pose encore d'énormes problèmes et les déperditions restent très importantes, tandis que le nombre des analphabètes est toujours assez conséquent. Sur un échantillon de 200 actifs informels, 60% des commerciaux et 43% des prestataires de service sont des analphabètes, 20% des commerciaux et 25% des prestataires de service ont un niveau primaire que l'on se permet de qualifier des semi-analphabètes, ainsi que les faibles proportions qui restent ont un niveau collégial ou secondaire et aucune personne sur les 200 actifs interrogés n'est de formation supérieure.

Ainsi, un pourcentage conséquent des effectifs exerçant des activités informelles dans la région Casablanca-Settat sont des exclus du système scolaire. Cependant, il y a aussi une relation entre la prolifération des métiers de rue et le chômage croissant des jeunes diplômés.

Tableau 5 : Taux de chômage selon le diplôme

Années	Sans diplôme	Ayant un diplôme: Niveau moyen	Ayant un diplôme: Niveau supérieur	Ensemble
2021	4,5	15,8	26,0	12,2
2020	5,6	15,5	23,9	11,9
2019	3,1	12,4	21,6	9,2
2018	3,3	13,5	22,9	9,5
2017	3,8	15,0	23,3	10,2
2016	3,7	14,1	22,0	9,3
2015	4,1	15,6	21,2	9,7
2014	4,7	15,5	21,1	9,9
2013	4,5	15,1	19,0	9,2
2012	4,0	15,3	18,7	9,0
2011	4,0	15,4	19,4	8,9
2010	4,5	16,0	18,1	9,1

Source : Enquêtes d'emploi menées par le HCP de 2010 à 2021

A ce propos, les données officielles de l'HCP (tableau 5) révèlent que le taux de chômage des diplômés du niveau supérieur n'a pas cessé d'augmenter entre 2010 et 2021 pour atteindre les 26% en 2021. Si ces chiffres traduisent les difficultés éprouvées par les diplômés pour décrocher un emploi, c'est tout à fait logique pour les chômeurs sans niveau scolaire de s'engager dans des petits métiers de rue pour survivre notamment avec la faiblesse et la rareté des emplois industriels embauchant des ouvriers. Dès lors, il est normal que d'autres formes d'activités informelles se développent en marge de la légalité.

4.4 Revenus générés et conditions de vie

L'analyse des revenus générés de ces micro-activités de commerce et de service révèle que ces acteurs du secteur informel non localisé ne peuvent dégager un surplus considérable ce qui influence négativement les conditions de vie de ces travailleurs informels. 11% des enquêtés ont un revenu inférieur à 2000 dh par mois, 60% des commerçants ont un revenu qui varie entre 2000 et 3000 dh mensuellement, 25% ont un revenu entre 3000 et 4000 dh et seulement 4% ont un revenu entre 4000 et 5000 dh. Ceci étant, la majorité des revenus des activités commerciales sont relativement faibles et insuffisantes pour subvenir aux besoins d'une famille nombreuse. Quant aux activités de services, plus de 90% des prestataires ont un

revenu entre 2000 et 3000 dh et seulement 8% des acteurs ont déclarés pouvoir gagner un revenu entre 3000 et 4000 dh par mois.

Toutefois, les revenus dégagés varient selon les saisons et selon les branches d'activités. Les activités commerciales les plus génératrices de revenus sont celles commercialisant des produits vestimentaires et des produits alimentaires alors que les activités de services les plus rémunératrices sont celles liées à la construction (plomberie, électricité, maçonnerie, etc.). Ainsi, le secteur informel non localisé permet à ces acteurs de partager un revenu assez faible, mais suffisant pour au moins les aider à survivre sous l'effet conjugué du chômage et des crises économiques.

Les revenus tirés des activités informelles renseignent sur le niveau de vie de ces travailleurs. Tous les travailleurs informels sans exception ont déclaré ne pas avoir d'autres revenus que celui dérivé de leurs activités informelles. Le nombre de personnes à charges dénombré est considérable: 3,79 personnes en moyenne par acteur informel avec un minimum de zéro personne et un maximum de six personnes. Il apparaît clairement que le nombre total des personnes à charges est très important, ce qui pénalise l'accumulation dans le secteur informel non localisé.

La dégradation des conditions de vie des actifs informels peut être dévoilée également à travers les conditions de logement. A cause des coûts exorbitants des terrains, des maisons et des appartements vu la spéculation foncière dans la région Casablanca-Settat, un grand nombre d'acteurs informels ne peuvent ni s'acquérir des maisons ou appartement ni se procurer de terrain pour de nouvelles constructions. Même les logements économiques peuvent coûter très chers à ces acteurs informels à cause de la faiblesse de leur revenu et leur instabilité financière, ce qui pousse les banques à rejeter leur demande de crédit (MEZIOUNI, B & al. 2021)

En effet, 62% des commerçants et 76% des prestataires de services sont locataires de leurs maisons d'habitation principale. 27% des commerçants et 20% des prestataires de service sont propriétaires tandis que les autres vivent toujours dans le foyer familial avec leurs parents.

Les possibilités d'accumulation d'un capital dans ces conditions de faiblesse des revenus et les nombreuses personnes à charges, sont presque impossibles. Toutefois les surplus de revenus dégagés pendant les périodes les plus florissantes sont engagées par ces acteurs soit dans des dépenses familiales ou dans une minorité de cas pour acheter plus de quantités de marchandises en maintenant leurs positions dans le secteur informel non localisé.

4.5 Vérification des hypothèses de recherche

Il s'agit dans cet article de vérifier la marginalité ou la dynamique du secteur informel non localisé à travers le niveau de qualification des acteurs, leur appartenance au système capitaliste et les possibilités d'accumulation de capital.

L'enquête a démontré l'existence d'un pourcentage important d'analphabètes (tableau 6) et de décrochage scolaire dans la région Casablanca-Settat dans la catégorie des prestataires de service et des marchands ambulants quel que soit l'origine géographique des acteurs, ce qui confirme que le secteur informel non localisé dans la région regroupe effectivement des individus à faible niveau de qualification.

Tableau 6: Répartition des effectifs par niveau scolaire

PRESTATAIRES DE SERVICE				
	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
NON SCOLARISE	30	60,0	60,0	60,0
PRIMAIRE	10	20,0	20,0	80,0
COLLEGE	7	14,0	14,0	94,0
LYCEE	3	6,0	6,0	100,0
Total	50	100,0	100,0	

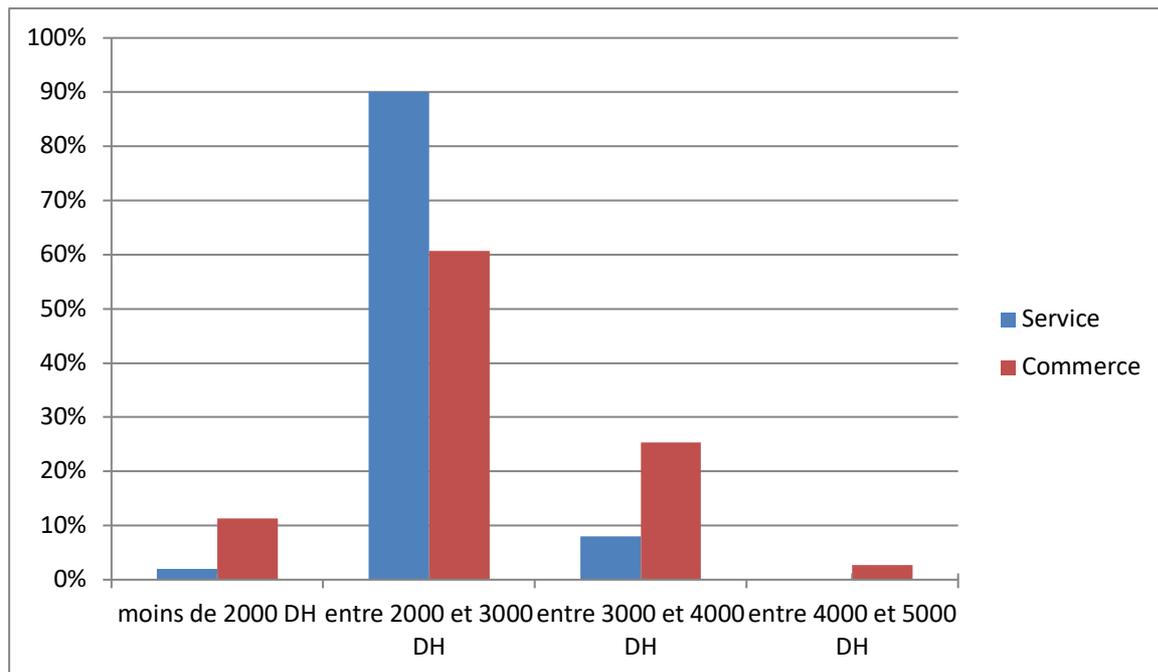
ACTIVITES COMMERCIALES				
	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
NON SCOLARISE	65	43,3	43,3	43,3
PRIMAIRE	38	25,3	25,3	68,7
COLLEGE	33	22,0	22,0	90,7
LYCEE	14	9,3	9,3	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nos soins par SPSS

Ce faible niveau d'instruction impacte également la chance des acteurs de pouvoir être embauché par une entreprise formelle dans le secteur moderne, ce qui les oriente vers le secteur informel non localisé pour l'absence de barrières à l'entrée et la faiblesse des capitaux nécessaires pour commencer leur activité. Certains acteurs avaient déjà exercé un travail formel avant de rejoindre le secteur informel non localisé à cause de la sous-déclaration auprès de la CNSS, la faiblesse des revenus générés, l'autorité des patrons et le désir d'indépendance (MEZIOUNI, 2018).

Les potentialités d'accumulation de capital sont relativement très faibles à cause de la faiblesse des revenus générés (graphique 1). La majorité des acteurs interrogés génèrent un revenu mensuel qui se situe entre 2000 et 3000 dh, ce qui réduit les possibilités d'accumuler un capital pour formaliser leur activité surtout avec le nombre important de personnes à charge et les conditions précaires de logement de ces acteurs.

Graphique 1: Revenus générés par les actifs informels



Source : Auteurs

La première hypothèse stipule que le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat est un secteur marginal qui regroupe uniquement des individus à faible niveau de qualification et exclus du secteur capitaliste et qui ne permet pas d'accumulation de capital. D'où, l'hypothèse H1 est bien confirmée.

La deuxième hypothèse stipule que le secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat est un secteur dynamique, source d'emplois et de richesse, qui n'abrite pas que des activités de survie et qui permet d'accumuler du capital. D'où, l'hypothèse H2 est bien rejetée.

Toutefois, malgré les possibilités limitées d'accumulation de capital au sein du secteur informel non localisé, personne ne peut nier sa grande contribution à la création d'emploi et à la lutte contre la pauvreté par le fait qu'il offre un revenu, même vital, à des personnes qui n'ont pas d'autres sources d'emploi et de revenu.

4.6 Discussion des résultats

L'enquête de terrain réalisée dans la région Casablanca-Settat, nous a permis de confirmer l'hypothèse de la marginalité avancée par les tenants de la thèse marginaliste au sein du secteur informel non localisé. Comme le témoignent certains auteurs (IKONIKOFF M. et al., 1980), les acteurs informels sont exclus du système économique pour plusieurs raisons. D'abord, ces acteurs sont exclus des circuits officiels de financement des activités à cause de la faiblesse de leurs revenus (HCP, 2014) malgré tous les efforts fournis par les pouvoirs publics pour promouvoir le microcrédit, mais ce dernier a connu des moments d'essoufflements depuis la dernière crise financière de 2008, et a eu tendance à préférer également les grands comptes pour sa politique d'octroi de crédit. Ensuite, ils sont exclus des régimes de sécurité sociale et ne peuvent bénéficier ni de l'assurance maladie obligatoire ni des pensions de vieillesse. Enfin, ces acteurs induisent des manques à gagner à l'Etat puisqu'ils ne payent pas d'impôts.

L'enquête nous a permis également de dégager plusieurs caractéristiques et spécificités des travailleurs informels, que nous allons essayer de reprendre partiellement pour faire la synthèse des principaux résultats.

Le secteur informel non localisé est un groupement complètement hétérogène de par la composition de ses membres. Il regroupe des personnes des deux sexes, de différents âges et de différentes situations matrimoniales. Le secteur accueille des enfants non scolarisés exploités malgré leurs jeunes âges dans l'informalité soit par leurs propres parents ou par des maâlems qui leurs versent de petits sous largement inférieurs au Smig malgré l'interdiction du travail des enfants par la loi. Les seniors, dépassant l'âge de la retraite, sont aussi présents dans le secteur informel non localisé à cause de l'absence de toute pension de retraite dédiée aux salariés du secteur informel. Toutefois, la mise en place d'un régime dédié aux travailleurs non-salariés nourrit de grands espoirs chez les acteurs informels qui espèrent l'élargissement des catégories de personnes autorisées à s'inscrire dans le régime pour qu'ils puissent amplement de leurs droits sociaux.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, la plupart des actifs sont des quasi-analphabète, voir avec un moyen niveau de qualification qui ne leur permet pas de décrocher un emploi dans le secteur moderne qui devient de plus en plus exigeant à l'ère de la mondialisation et de l'ouverture des marchés. Ainsi, une réelle réforme globale et un suivi particulier des performances des élèves doivent être mis en place d'urgence pour soutenir l'éducation des

marocains. Enfin, les travailleurs informels ont éprouvé un besoin et une volonté de suivre une formation complémentaire pour apprendre un nouveau métier, améliorer leurs compétences et leurs conditions de vies. D'où des formations complémentaires et gratuites en entrepreneuriat, en développement personnel, en langues étrangère, en techniques de commerce, de gestion, etc. sont indispensables pour aider ces jeunes actifs informels à améliorer leurs conditions de vie.

En outre, la majorité des actifs informels sont des jeunes, mariés sans aucune autre source de revenu. Toutefois, la volonté de se formaliser augmente avec l'âge puisque les actifs interrogés âgés de plus de 40 ans ont manifesté plus de volonté à formaliser leurs activités pour être plus stable et bénéficier des droits sociaux que les autres actifs qui ont moins de 40 ans. Plusieurs actifs informels pensent à l'entrepreneuriat, souhaitent avoir un espace de commerce moderne et disposent d'idées innovatrices mais leurs incapacités financières et le manque de soutien moral et d'assistance les maintient dans une situation d'informalité ou de chômage. Certes, le développement du microcrédit est d'une importance cruciale mais ces organismes par crainte d'insolvabilité sont loin de faire confiance à un jeune disposant uniquement d'une idée de projet sans aucune garantie pour lui octroyer le crédit désiré. D'où, l'intervention de l'Etat est indispensable pour créer des financements spéciaux aux acteurs informels.

En outre, la quasi-totalité des actifs informels interrogés, exercent leurs petits métiers sans autorisation et se trouvent dans l'obligation de recourir à de petits arrangements avec les agents d'autorités pour éviter les risques d'arrestations et de confiscation de leurs marchandises.

Ainsi, les caractéristiques relevées par les auteurs (MEZZARA, 1984) (LACHAUD J.P et al. 1987) pour décrire le profil des actifs informels sont exactement les mêmes caractéristiques relevées par notre enquête.

Conclusion

Cet article s'est focalisé sur l'analyse des profils des actifs opérant dans le secteur informel non localisé au niveau de la région Casablanca-Settat qui est en l'occurrence la région la plus peuplée et où se concentre le plus grand nombre d'actifs informels.

Notre enquête a démontré que le profil des actifs informels est caractérisé par quatre particularités à savoir, l'insuffisance du niveau d'instruction, la jeunesse des acteurs, leur exclusion du système économique et la faiblesse des revenus générés.

Cette détermination du profil des acteurs du secteur informel non localisé vise essentiellement de permettre aux pouvoirs publics de comprendre les caractéristiques de ces acteurs afin de détecter d'où vient le problème et pourquoi l'informalité ne cesse de se développer pour pouvoir orienter leurs politiques publiques. Notre étude a permis de révéler l'importance du décrochage scolaire et du travail des enfants, d'où la nécessité d'intensifier les efforts pour lutter contre ce fléau. L'origine géographique des acteurs démontre la persistance de l'exode rural, ce qui implique l'obligation de mettre en place des plans d'actions adéquats pour le développement socioéconomique des zones rurales prenant en compte les lacunes des stratégies déjà lancés. La prédominance des jeunes et des hommes révèle l'importance de lancer des programmes d'accompagnement et de financement de petits projets en toute transparence et sans conditions de diplômes pour profiter pleinement de leur potentiel dans la sphère de production formelle. Enfin, les conditions précaires de vie et de logement impliquent de mettre en place un régime de sécurité sociale dédié aux acteurs informels leur permettant de bénéficier des soins de santé avec leurs personnes à charges et d'une pension de vieillesse pour leur permettre de prendre leur retraite à l'âge légal de retraite comme les salariés du secteur moderne.

Toutefois, notre étude a porté sur un échantillon très réduit étudiant un aspect particulier du secteur informel non localisé dans la région Casablanca-Settat. D'où, il est nécessaire de mener une enquête plus représentative à l'échelle nationale sur plusieurs régions et sur un échantillon plus important pour pouvoir rendre compte de la diversité des profils de acteurs informels d'une région à une autre.

BIBLIOGRAPHIE

BIT (1999), « Un travail décent », Conférence Internationale du Travail, 87^{ème} session, BIT, Genève.

CHARMES J. (1987), « Débat actuel sur le secteur informel », Revue Tiers-Monde, N° 112.

CHARMES J. (1990), « Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel ». In Turnham D., Salomé B et Schwarz A., Nouvelles approches du secteur informel, OCDE.

CHARMES J. (2002), « L'emploi informel : méthodes et mesures », Cahier du Gratice, N° 22, p.9-35.

DIALLO M., DIÉMÉ M. et SILLA M. 2022. Stratégies de résilience dans le secteur informel en période de pandémie : cas de la covid-19. *Revue Française d'Economie et de Gestion*. 3, 3 (mars 2022).

HCP, rapport du recensement général de la population et de l'habitat 1960, 1971, 1982.

HCP (2007). Rapport des principaux résultats de l'enquête nationale sur le secteur informel en 2006-2007.

HCP (2014). Rapport des principaux résultats de l'enquête nationale sur le secteur informel en 2013-2014.

HCP (2014), Données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014.

HUGON PH. (1980), « Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains (essai de typologie), In Revue Tiers Monde, tome XXI N°28 p.405-426.

HUGON PH. (1982), « secteur souterrain ou réseaux apparents », », In Deble et Hugon, Vivre et survivre dans les villes africaines, IEDES, PUF.

HUGON PH. (1990), « Approches pour l'étude du secteur informel dans le contexte africain », In D. Thurham, B. Salome, A. Schwarz (S. direction), Nouvelles approches du secteur informel, OCDE Ed., Paris, pp. 81-100.

IKONIKOFF M., SIGAL S. (1980), « Armée de réserve, marginalité et secteur informel », RTM, tome XXI, N° 82.

LACHAUD J.P, PENOUIL M. (1987), Le développement spontané. Les activités informelles en Afrique. Centre d'économie du développement. Edition Pedone.

MEZIOUNI B. (2018). Economie informelle, création d'emploi et lutte contre la pauvreté : étude de cas de la région Casablanca-Settat. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Hassan 1^{er} Settat, Maroc.

MEZIOUNI. B & al. (2021) « Causes et dynamique de l'économie informelle au Maroc », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 4 : Numéro 4 » pp : 360 - 381
Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.5598217>

MEZZARA J. (1984), « Medicion del empleo urbano », *Socialismo et participation*, Lima.

QUIJANO A. (1970), « Pôle marginal de l'économie et main d'œuvre marginalisé ». In Abdelmalek A., *Sociologie de l'impérialisme*, Anthopos, Paris.

SENE I. (2020). Impact des mesures de prévention de la pandémie de Covid-19 sur les travailleurs du secteur informel au Sénégal. *Revue Internationale du Chercheur*. 2, 1 (Dec. 2020).

TANZI V. (1983): « The Underground Economy in the United States » *Annual Estimates*, IMF-Staff Papers.